

Henrik Enderlein, le disciple allemand de Jacques Delors

BERLIN – correspondant

Lorsque Henrik Enderlein prendra la parole jeudi 27 novembre à Bercy pour présenter avec son collègue Jean Pisani-Ferry le rapport sur la croissance et les réformes en Europe qu'ils auront tout juste remis aux ministres français et allemand de l'économie, les journalistes seront saisis d'un doute. Est-il vraiment allemand, ce jeune économiste qui parle si parfaitement le français ? Né en 1974 de parents allemands dans le Bade-Wurtemberg, Henrik Enderlein l'est incontestablement. Mais un Allemand parfaitement francophile grâce à son année de 2^e année passée dans une famille des Yvelines puis, plus tard, trois ans sur les bancs de Sciences Po. « Je suis arrivé en octobre 1995, en pleine grève contre la réforme des retraites. Mon premier achat a été une paire de rollers pour pouvoir aller en cours. Ça marque », reconnaît-il avec un grand sourire.

L'esprit rebelle des Français n'est pas pour lui déplaire. Marié à une Française (« rencontrée à Sciences Po bien sûr », citant Albert Cohen au détour d'une conversation, Henrik Enderlein ne cache son admiration ni pour l'histoire de France ni pour « l'esprit français : Le Canard enchaîné, Les Guignols, Coluche... ») Un « esprit universel mais moins présent en Allemagne », regrette-t-il.

C'est aussi par francophilie que cet adhérent du Parti social-démocrate (SPD), conseiller ces dernières années de Sigmar Gabriel et de Frank-Walter Steinmeier, les deux dirigeants de ce parti, a fondé en début d'année l'Institut Jacques-Delors de Berlin. « Pour moi, Jacques Delors incarne l'indépendance d'esprit, au-delà des clivages partisanes et nationaux », indique-t-il, dans son bureau de la Hertie School of Governance, une école de management réputée dont il est devenu l'un des dirigeants.

UN EUROPÉEN CONVAINCU

Car Henrik Enderlein est un Européen à la fois convaincu et pragmatique. « Dans le monde post-wesphalien actuel, l'Etat nation est un anachronisme. Il faut trouver une gouvernance intelligente à plusieurs étages. Une fédération d'Etats nations ou une structure hybride. Il faut, par exemple, penser à un ministre des finances européen. » Autant d'idées que Henrik Enderlein et une dizaine d'autres économistes, juristes et politologues allemands, regroupés au sein du Glienicke Gruppe ont développées fin 2013 dans un manifeste très discuté en Allemagne et en France.

Mais Henrik Enderlein ne se fait pas d'illusion. Le rejet en 2005, notamment par les Français, du projet de Constitution européenne prouve à ses yeux « à quel point il est difficile de changer en profondeur le caractère de l'Union européenne ». Un échec d'autant plus douloureux pour l'économiste qu'il avait participé aux travaux de la Convention sur l'avenir de l'Europe présidée par Valéry Giscard d'Estaing.

« Après ma thèse sur l'union économique et monétaire, je suis entré en 2001 à la Banque centrale européenne. Celle-ci devait avoir un représentant à la Convention mais comme la BCE ne voulait pas que les conventionnels débattent de son statut, il fut décidé d'envoyer le plus jeune dans le grade le moins élevé : ce fut moi. » Une position stratégique qui lui donna le privilège de rendre compte régulièrement des travaux de la Convention devant le conseil des gouverneurs de la BCE. « J'avais quelques minutes pour exposer la situation. C'est alors qu'il faut savoir structurer sa pensée. Sciences Po m'a beaucoup aidé. »

Trop indépendant pour vouloir faire carrière à la BCE – « devenir directeur général adjoint de la BCE n'était pas mon but » –, Henrik Enderlein fit à Francfort une rencontre décisive. Celle de Tommaso Padoa-Schioppa, administrateur de la BCE de 1998 à 2005, un Italien qui allait devenir ministre des finances



LUKAS SCHULZE/PICTURE-ALLIANCE/DPA/AP IMAGES

Avec son confrère français Jean Pisani-Ferry, le fondateur de l'Institut Jacques-Delors à Berlin doit remettre aux ministres de l'économie français et allemand, jeudi 27 novembre, un rapport sur la croissance et les réformes en Europe

du gouvernement de Romano Prodi et président de l'Institut Jacques-Delors. « Il a été mon mentor à la BCE et a beaucoup favorisé ma carrière », reconnaît aujourd'hui Henrik Enderlein.

« Il est un disciple de Padoa-Schioppa et fait donc partie de cette école favorable à une intégration européenne qui va bien au-delà du marché intégré », confirme Pascal Lamy, président d'honneur de l'Institut Jacques-Delors. En Allemagne, chacun sait que Henrik Enderlein est le véritable auteur de la tribune retentissante publiée dans le *Financial Times* en décembre 2010 dans laquelle Frank-Walter Steinmeier et Peer Steinbrück, deux dirigeants du SPD, plaidaient en faveur des euro-obligations.

S'approprié-t-il à lâcher une petite bombe jeudi en préconisant avec Jean Pisani-Ferry de bloquer les salaires en France pendant trois ans et d'assouplir les 35 heures comme le révèle le *Spiegel* du 24 novembre ? Les deux économistes le démentent. « Les éléments du Spiegel ne reflètent pas le contenu du rapport », affirme-t-il. « Nous avons davantage cherché à établir un certain nombre de priorités qu'à faire des propositions nouvelles », indiquait par avance Henrik Enderlein.

1974

Naissance à Reutlingen, enfance dans le Bade-Wurtemberg.

2005

Enseigne à la Hertie School of Governance.

2011

L'ancien président de la Commission européenne Jacques Delors et l'ex-chancelier allemand Helmut Schmidt lui confient la coordination un rapport sur l'avenir de la zone euro.

2014

Emmanuel Macron et Sigmar Gabriel, ministres français et allemand de l'économie, confient à Henrik Enderlein et Jean Pisani-Ferry un rapport sur la croissance dans les deux pays et en Europe.

Son itinéraire ressemble étrangement à celui de Jean Pisani-Ferry. Tous deux ont un père qui fut ministre de centre droit – celui de Henrik Enderlein fut ministre libéral dans le Brandebourg –, et tous deux sont de centre gauche. Jean Pisani-Ferry a d'ailleurs assuré quelques cours à la Hertie School. « Emmanuel Macron et Sigmar Gabriel n'ont pas choisi les profils les plus éloignés », reconnaît Jean Pisani-Ferry, adepte de la litote. « Mais attention, Henrik peut être très ferme. Il n'a pas toutes les indulgences qu'on pourrait attendre de lui », poursuit le commissaire général de France Stratégie.

PRAGMATISME

« Je suis social-démocrate car je pense qu'il faut réformer la société sans oublier ceux qui en ont le plus besoin et que l'Etat doit à la fois favoriser l'égalité des chances et préparer l'avenir. C'est pour cela que je pense notamment que l'Allemagne doit réduire sa dette. N'oublions pas qu'en 2050, la France et l'Allemagne auront le même nombre d'habitants », explique Henrik Enderlein. C'est la raison pour laquelle il n'a pas pris sa carte chez les écologistes. « J'adore les Verts mais n'ont pas d'orientation normative sur la politique économique. Or l'économie est une science politique car la question de la redistribution est fondamentale. »

S'il adore aussi la France, Henrik Enderlein lui adresse malgré tout un reproche : « Une dose de pragmatisme ferait du bien. Les cho-

ses y sont parfois politiquement compliquées », déplore-t-il. Son modèle, en l'occurrence, ce sont les Etats-Unis où, durant quatre ans, il a étudié puis enseigné, notamment à Harvard.

« L'ouverture d'esprit qui y règne m'a beaucoup apporté. Nous pouvons beaucoup apprendre de son pragmatisme. Pour moi la date la plus importante de la crise financière n'est pas la faillite de Lehman Brothers le 15 septembre 2008 mais quarante-huit heures plus tard la nationalisation d'AIG. Que les Américains, si libéraux, soient capables de nationaliser une des plus grandes compagnies d'assurances au monde, c'est du pragmatisme absolu. Dans le même contexte, la réaction allemande aurait été : qu'en pensent nos juristes ? », constate-t-il.

« Il est très fort, très bon et très ambitieux. Grâce notamment à la Hertie School, il a un côté Jean-Turc qui lui permet de ne pas être vu comme un pur social-démocrate. C'est ce profil que nous recherchions pour notre antenne berlinoise car nous avons également des contacts en Allemagne avec d'autres, notamment la Fondation Konrad-Adenauer », résume Pascal Lamy. Cette indépendance d'esprit a jusqu'à présent conduit Henrik Enderlein à décliner le poste de « chief economist » dans le cabinet de Sigmar Gabriel. Mais, à Berlin, nul ne pense vraiment qu'il résistera encore très longtemps aux sirènes de la politique. ■

FRÉDÉRIC LEMAITRE

« L'ÉCONOMIE EST UNE SCIENCE POLITIQUE, CAR LA QUESTION DE LA REDISTRIBUTION EST FONDAMENTALE »

HENRIK ENDERLEIN